

*Questions orales***LA DÉFENSE NATIONALE****L'ACHAT DE TANKS LEOPARD I**

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor. Pourrait-il nous dire s'il a accepté d'augmenter de 60 millions de dollars le budget d'équipement du ministère de la Défense nationale pour l'exercice financier 1978-1979, ou, à vrai dire, pour l'exercice courant, au cas où le ministère aurait à payer 50 millions de dollars de plus qu'il ne le prévoyait pour les tanks Leopard 1, à cause du taux de change défavorable? Y a-t-il un lien contractuel quelconque entre les ministres à ce sujet?

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je crois que le ministre de la Défense nationale serait mieux placé que moi pour répondre à cette question.

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale a annoncé mardi soir qu'il avait volontairement cédé 60 millions de dollars en liquidités mobiles au Conseil du Trésor, cette année, à condition de récupérer cet argent à mesure que le programme avancera. Autrement dit, ce montant viendra s'ajouter à son budget lorsqu'il en aura besoin.

Y a-t-il eu une entente écrite ou ferme à ce sujet ou simplement un arrangement à l'amiable? Le président du Conseil du Trésor peut-il nous le dire?

L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, comme le sait le député après avoir assisté l'autre soir à la séance du comité, cet argent est destiné aux contrats pour lesquels il fallait procéder avec grande prudence cette année. Il viendra s'ajouter à notre budget au terme de ces contrats. Les livraisons d'équipement resteront les mêmes. L'argent ne sera pas affecté à d'autres fins. C'est ce qui a été convenu avec le Conseil du Trésor.

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, je regrette de devoir poser une seconde question supplémentaire au ministre, mais il s'est vu imputer son budget de 60 millions de dollars. Existe-t-il une entente écrite quelconque—note de service, contrat ou reconnaissance de dette—entre lui et le président du Conseil du Trésor comme quoi celui-ci va récupérer ces 60 millions?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, le président du Conseil du Trésor et moi ne faisons pas d'arrangements contractuels. Il existe effectivement une entente et les programmes en question ne seront aucunement compromis.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LE PIPE-LINE DU NORD—LES ENTRETIENS RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE CERTAINES RÉGIONS**

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que le gouvernement a affirmé que la construction et le parachèvement du pipe-line de l'Alaska donneront lieu à un essor économique considérable, le ministre peut-il dire pourquoi son ministère n'a pris aucune initiative en

[M. Blais.]

vue de discuter de cet essor économique avec les administrateurs municipaux et régionaux du nord de la Colombie-Britannique? De tels entretiens auront-ils lieu et, dans l'affirmative, quand? Ou bien s'en remettra-t-on à la chance?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, il y a actuellement des discussions entre les fonctionnaires de mon ministère et certains autres fonctionnaires du gouvernement provincial. Il n'y a pas de négociations, comme l'honorable député le suggère, avec les autorités municipales, mais il y a la consultation en cours entre les autorités provinciales, certains hauts fonctionnaires des ministères provinciaux et ceux de mon ministère qui sont actuellement engagés dans l'application d'une entente auxiliaire signée l'été dernier pour le développement économique et industriel de la province.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE**LE FINANCEMENT DE CO-OP IMPLEMENTS DE WINNIPEG**

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. La semaine dernière, le ministre a avoué au comité permanent de l'agriculture à contre-cœur qu'il ferait au cabinet une nouvelle proposition pour le financement de Co-op Implements de Winnipeg. A-t-il obtenu une décision à ce sujet? Sauf erreur, il devait présenter sa proposition au cabinet jeudi dernier. Si une décision a été prise, pourrait-il nous en faire part?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le budget supplémentaire des dépenses pour l'agriculture renfermait un crédit de 8 millions et demi à l'intention de Co-op Implements. Nous éprouvons des difficultés à convaincre les provinces de verser un montant correspondant. Je crois qu'on est en train d'aplanir ces difficultés, car des représentants de l'Alberta se sont entretenus avec les dirigeants de Co-op Implements et leurs avocats. J'espère qu'ils ont maintenant réussi à s'entendre. Je suis très optimiste et je prévois que l'accord sera conclu à la fin du mois, qui est la date limite.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS**LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT AUX CÉLÉBRATIONS DU CENTENAIRE DE L'EXPOSITION NATIONALE DU CANADA**

M. Jim Fleming (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aime-rais poser une question au ministre des Travaux publics. Nous commémorons cette année le centenaire de l'Exposition nationale du Canada et les porte-parole de l'administration municipale et du gouvernement fédéral à Toronto insistent pour que le gouvernement fédéral participe à l'exposition. Aussi, le ministre peut-il nous dire s'il accédera à ces demandes et s'il s'arrangera pour que le gouvernement fédéral marque comme il se doit ce centenaire?